

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

PRESSE-MEDDELELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE

INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS

London, 19 October 1976
Brussels,

SUMMARY OF SPEECH BY MR. P.J. LARDINOIS, MEMBER OF THE
COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, IN CHARGE OF
AGRICULTURE, DELIVERED AT A LUNCHEON OF THE GUILD OF
AGRICULTURAL JOURNALISTS IN LONDON ON 19 OCTOBER 1976

"Green currencies" are a way of protecting housewives or farmers against sharp movements of currency values, Mr. Lardinois said in London today. In the case of Britain the protection is entirely for the housewife and present costs for the Community budget are running at a rate of £1.5 million sterling a day. For British farmers these import subsidies enjoyed by the British housewife mean low returns while their costs are rising steadily because of the falling value of the £.

Mr. Lardinois said that the problems created by recent monetary disturbances "calls for the joint efforts of both Agriculture and Finance Ministers and also of the Heads of State. It is not only the agricultural policy that is at stake - it is the entire vision of a unified Europe. We are in the midst of a very serious crisis" Mr. Lardinois said. He added that "hard decisions must be taken before the end of the year". "Tomorrow, the Commission will discuss all sides of the monetary question before sending its proposals to the Ministers of Agriculture and Finance", who are to have a joint meeting in Luxembourg at the beginning of next week.

Concerning the devaluation of the so-called "Green £" which the Commission had recently proposed, Mr. Lardinois emphasised that "the Commission fully appreciates the economic policy of the British Government. We can see the progress you are making in your fight against inflation. We understand the importance of the social contract." It is for these reasons that the Commission sees the adaptation of the exchange rate of the "Green £" as taking place over a period of time, Mr. Lardinois said. "We are not attempting to force the British Government into sudden measures that would endanger its anti-inflation policy". He stated that "effects on food prices could be reduced by making the changes over a period of time." As an example of how the Community could also help in other ways, Mr. Lardinois mentioned the possible elimination of still existing tariffs on fruit and vegetables which would temper British market prices.

Mr. Lardinois stressed that the "Green £" must go on playing its rôle in order to avoid that sudden changes in the value of the £ would have a seriously destabilising effect on production and trade and would cause hardship to consumers because of a corresponding steep rise in the price of imported food. At present the system works very much in favour of the British consumers by

subsidising their food imports at the rate of about £1.5 million a day, Mr. Lardinois said. "But member governments are tending to use 'green exchange rates' in ways that go far beyond their short-term rôle as an economic buffer." He quoted Britain as an example where some would like to use these rates "as a permanent consumer subsidy". Stressing the intended short-term character of both "green exchange rates" and the corresponding import subsidies, Mr. Lardinois said that the adaptations the Commission proposes are related to the devaluation of the £ that took place almost two years ago. "This is not a case of the Big Bad Community pushing up British food prices. It is quite the contrary. It is a case of the Community protecting the British housewife against food price rises." The price of Britain's imported food would already have risen considerably because of the £ floating down had it not been for the huge subsidies paid from Brussels. "This is the normal consequence of a devaluation."

According to Mr. Lardinois further postponement of a devaluation of the "Green £" might have harmful effects on producers. Similar negative effects were brought about in Italy in 1973 by too slow an adaptation of the rate of the "Green Lira", he said. "Maintenance of high levels of subsidy and the correspondingly low prices to farmers could have serious effects on parts of agriculture and associated industries." The reason for this is, as Mr. Lardinois explained, that British farm prices are automatically held down by the "Green £" whereas the inputs of British farmers become steadily more expensive because of the falling value of the £.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**PRESSE-MEDDELELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE**

**INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS**

Londres,
Bruxelles, le 19 octobre 1976

**RESUME D'UN DISCOURS PRONONCE PAR M. P. J. LARDINOIS,
MEMBRE DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
CHARGE DE L'AGRICULTURE, A L'OCCASION D'UN DEJEUNER DE
L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES AGRICOLES,
LE 19 OCTOBRE 1976 A LONDRES**

"Les monnaies vertes" sont une façon de protéger les ménagères ou les agriculteurs contre les variations importantes de la valeur des monnaies, a déclaré aujourd'hui à Londres M. Lardinois. Dans le cas de la Grande-Bretagne, seules les ménagères profitent de cette protection qui coûte actuellement au budget de la Communauté 1,5 million de livres sterling par jour. Pour les agriculteurs britanniques, ces subventions aux importations se traduisent par des revenus faibles alors que leurs coûts augmentent régulièrement du fait de la perte de valeur de la livre.

M. Lardinois a dit aussi que les problèmes résultant des perturbations monétaires récentes "appellent les efforts conjoints des ministres de l'agriculture et des finances ainsi que des chefs d'Etat." "En effet, si la politique agricole est en jeu, il en va de même de la vision globale d'une Europe unifiée." "Nous sommes au milieu d'une crise très grave", a encore déclaré M. Lardinois. Il a ajouté que "des décisions difficiles devront être prises avant la fin de l'année."

"Demain, la Commission discutera de tous les aspects de la question monétaire avant de soumettre ses propositions aux ministres de l'agriculture et des finances", qui doivent avoir une réunion conjointe à Luxembourg au début de la semaine prochaine.

En ce qui concerne la dévaluation de la livre verte récemment proposée par la Commission, M. Lardinois a souligné que "la Commission apprécie pleinement la politique économique du gouvernement britannique. Nous constatons les progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation. Nous comprenons l'importance du contrat social." C'est pour ces raisons que la Commission considère que l'adaptation du taux de change de la livre verte doit être progressive, a dit M. Lardinois. "Nous n'essayons pas d'obliger le gouvernement britannique à arrêter des mesures brutales qui mettraient en danger sa politique de lutte contre l'inflation." Il a affirmé que l'on pouvait "atténuer les effets exercés sur les prix des produits alimentaires par un étalement dans le temps des changements nécessaires." Illustrant la manière dont la Communauté pourrait encore aider la Grande-Bretagne, M. Lardinois a mentionné la possibilité d'éliminer les droits qui subsistent sur les fruits et légumes, ce qui aurait pour effet de modérer l'augmentation des prix sur le marché britannique.

M. Lardinois a souligné que la "livre verte" devra continuer à jouer son rôle afin d'éviter que des modifications brutales de la valeur de la livre n'aient pour effet de perturber gravement la production et les échanges commerciaux et de créer aux consommateurs des difficultés du fait d'une hausse considérable des prix des produits alimentaires importés. Actuellement, le fonctionnement du système est très favorable aux consommateurs britanniques dans la mesure où il permet de subventionner les importations de produits alimentaires à raison de 1,5 million de livres sterling par jour, a encore déclaré M. Lardinois. "Certains gouvernements des Etats membres ont toutefois tendance à utiliser les "taux de change verts" d'une manière qui dépasse de beaucoup leur rôle régulateur à court terme." Il a cité la Grande-Bretagne comme l'un des pays où certains aimeraient utiliser ces taux en guise de "subvention permanente aux consommateurs". Soulignant le caractère à court terme attribué intentionnellement à la fois "aux taux de change verts" et aux subventions à l'importation correspondantes, M. Lardinois a dit que les adaptations proposées par la Commission étaient en relation avec la dévaluation de la livre qui avait eu lieu il y a près de deux ans. "Que l'on ne parle pas de la méchante Communauté qui fait monter les prix des produits alimentaires en Angleterre. C'est tout le contraire. La Communauté protège la ménagère britannique contre la hausse des prix alimentaires." Les prix des produits importés en Grande-Bretagne auraient déjà augmenté considérablement à cause du flottement de la livre à la baisse si Bruxelles n'avait pas versé des subventions très importantes. "C'est là la conséquence normale d'une dévaluation."

Selon M. Lardinois, tout nouveau report d'une dévaluation de la livre verte pourrait être préjudiciable aux producteurs. En 1973, des effets négatifs similaires ont résulté en Italie d'une adaptation trop tardive du taux de change de la livre verte. "Le maintien de niveaux de subvention élevés et du faible niveau des prix payés aux agriculteurs qui en est la conséquence pourrait avoir des effets graves sur certains secteurs de l'agriculture et des industries connexes." La raison en est, a encore expliqué M. Lardinois, que les prix agricoles anglais sont automatiquement maintenus à un bas niveau par la "livre verte" alors que les dépenses des agriculteurs britanniques deviennent de plus en plus importantes du fait de la perte de valeur de la livre.